

«Redistribution ou immigration: et si la gauche devait choisir?»



- Crédits photo : MEHDI FEDOUACH/AFP

Vox Economie (<http://premium.lefigaro.fr/vox/economie>), | Par Alexis Carré ([#figp-author](#)).

Publié le 26/02/2019 à 17h16

FIGAROVOX/TRIBUNE - Une étude montre que l'immigration en Europe est cause d'un rejet de plus en plus important de l'État-providence. Pour Alexis Carré, doctorant en philosophie politique, la gauche est confrontée à ses paradoxes: son idéal de justice sociale n'est pas compatible avec une ouverture totale des frontières.

*Alexis Carré est doctorant en philosophie politique à l'École normale supérieure. Il travaille sur les mutations de l'ordre libéral. Suivez-le sur **Twitter** (<https://twitter.com/Aliocho24>) et **sur son site** (<https://alexiscarre.com/>).*

L'immigration constitue aujourd'hui une préoccupation centrale des électeurs occidentaux. Bon gré mal gré, les forces politiques tâchant d'attirer leurs suffrages ont dû se positionner sur la question. L'exclusion de ce thème lors du grand débat national suffit toutefois à démontrer le malaise que continue de susciter son évocation. **Dans un rapport récent intitulé «Immigration et préférences pour la redistribution en Europe»** (<https://www.iza.org/publications/dp/12130/immigration-and-preferences-for->

redistribution-in-europe), l'IZA (un institut de recherche allemand spécialisé dans l'économie du travail) est parvenu à établir que **le rejet de l'État-providence est plus élevé dans les régions où les immigrants se trouvent en plus grand nombre**. La défense d'une politique généreuse en matière d'immigration et celle des acquis de l'État-providence sont pourtant deux politiques mises en avant par la gauche, et même deux éléments centraux de son projet. Le fait que la première ait pour conséquence le rejet de la seconde devrait inciter ses militants et ses responsables à la réflexion. Si redistribution et immigration sont dans une certaine mesure incompatibles, à quel objectif donner la priorité? Et comment comprendre les raisons de cette contradiction?

L'impact de l'immigration sur la perception de la justice sociale

L'IZA est un institut de recherche indépendant créé en 1998 à Bonn par une fondation liée à l'entreprise Deutsch Post DHL. Il regroupe autour de l'économie du travail le plus important réseau de chercheurs au monde. Afin de combler un domaine d'étude largement négligé, cet institut a confié à trois chercheurs, Alberto Alesina (Harvard), Elie Murard (IZA) et Hillel Rapoport (Paris School of Economics), une enquête portant sur la perception relative des politiques redistributives en fonction de l'immigration dans 16 pays européens.

Si redistribution et immigration sont dans une certaine mesure incompatibles, à quel objectif donner la priorité ?

Les études précédentes sur le sujet ne parvenaient pas nécessairement à isoler l'immigration comme cause de rejet de l'État-providence. Les pays où celui-ci est très présent ont en effet tendance à attirer davantage d'immigrants du fait de leurs politiques sociales généreuses. Il n'est donc pas directement possible de déterminer si le rejet de ces politiques est dû à d'autres causes indépendantes de l'immigration. Afin d'éviter ce facteur de confusion, les trois chercheurs ont divisé ces 16 États en 140 régions. Contrairement aux autres études, ils ont ainsi pu mesurer au sein de pays ayant la même politique sociale, l'influence du nombre d'immigrés sur le soutien à ces politiques.

Dans la zone étudiée, le nombre de personnes nées à l'étranger est passé en moyenne de 8,4 % de la population en 2000 à 12,8 % en 2015, soit 50 % d'augmentation. Cette part a plus que doublé depuis les années 80.

Trois des caractéristiques des populations migrantes ayant un impact mesurable sur le rejet de l'État-providence sont leur nombre, leur qualification et la distance perçue entre leur culture d'origine et celle des pays où ils s'installent. Cet effet est plus fort en proportion de l'importance des politiques sociales dans l'économie du pays d'accueil (par exemple en France ou dans les pays nordiques). Cela signifie que dans des populations ayant historiquement marqué leur inclination pour des politiques sociales généreuses, un changement des politiques migratoires peut modifier ces équilibres de long terme. Ces préférences anciennes n'en continuent pas moins de marquer la perception que les partis de gauche ont d'eux-mêmes et de leur mission.

Socialisme nostalgique

Largement privées de la vision de l'au-delà du capitalisme que pouvait constituer le marxisme, les forces de gauche sont passées ces dernières décennies d'une attitude révolutionnaire, qui voulait «changer la vie», à une attitude défensive — qu'on retrouve aussi très largement dans le référentiel écologique. Là où elle cultive une conception du domaine économique distincte du libéralisme, la gauche est donc devenue essentiellement conservatrice. En cela, elle défend moins une idéologie, un projet utopique, qu'une certaine expérience du passé qu'elle voudrait reproduire. Les sociétés d'après-guerre avaient été sa construction, même quand elle en avait délégué le gros œuvre à d'autres forces politiques. Son objectif est aujourd'hui de retourner aux modes de redistribution autour desquelles ces sociétés s'étaient organisées, ou de les préserver lorsque ceux-ci n'ont pas été démantelés après la crise pétrolière des années 70.

La politique de la gauche se réduit à étendre la sphère des droits, c'est-à-dire celle des activités où personne ne nous commande.

Cet attachement à l'État-providence est donc à la fois une manifestation de l'affaiblissement des idées de gauche et un refuge pour ceux qu'affecte la crise de ces idées. Jusqu'alors, être de gauche voulait en effet dire être de ceux qui savent ce qu'est, et où va, le progrès. Désormais incertaine de ses buts, c'est-à-dire de la forme à donner à notre futur, la gauche retrouve un sol sur lequel s'appuyer dans les bienfaits éprouvés de ce passé proche. Un souvenir est moins contestable qu'une promesse.

» LIRE AUSSI - La vague des migrants fissure le modèle scandinave

(<http://www.lefigaro.fr/international/2018/09/07/01003-20180907ARTFIG00304-la-vague-desmigrants-fissure-le-modele-scandinave.php>)

La politique des droits de l'homme

La seule perspective d'avenir qui fut préservée par la déconstruction du socialisme scientifique fut le mouvement vers l'acquisition de nouveaux droits, impulsé par la gauche anti-totalitaire autour de personnalités comme Foucault ou Derrida. L'étatisme, le collectivisme ou le capitalisme sont pour cette gauche autant de paradigmes disciplinaires. Le seul usage légitime de la raison n'est pas la formulation de principes de gouvernement mais la critique des justifications du pouvoir. Et puisque tout pouvoir vise à imposer les pratiques qui bénéficient au groupe dominant, la politique de la gauche se réduit à étendre la sphère des droits, c'est-à-dire celle des activités où personne ne nous commande.

Comme ces droits ne sont plus pensés comme des droits naturels, c'est-à-dire dérivés d'une nature partagée, mais par rapport à la résistance qu'ils permettent face au pouvoir des institutions, ils sont davantage que les droits de «l'homme», les droits des minorités opprimées. En ce sens les majorités qui, selon les défenseurs de ces minorités, exercent le pouvoir social font moins partie de ceux à qui il faudrait donner de nouveaux droits que de ceux qui les refusent aux autres. Ils sont, quel que soit leur statut économique, des dominants.

En ce sens le contrôle de l'immigration contreviendrait au respect des droits, puisqu'il viserait une minorité au nom des droits d'une majorité dominante.

Dans son dernier livre, *Identité. La politique identitaire contemporaine et le combat pour la reconnaissance*, Francis Fukuyama décrit le passage de la gauche socialiste à cette gauche identitaire pour qui «ce qui doit être détruit n'est plus l'ordre politique actuel [...] mais l'hégémonie de la culture et des valeurs occidentales qui oppriment les minorités sur place comme dans les pays en développement.»

En ce sens le contrôle de l'immigration contreviendrait au respect des droits, puisqu'il viserait une minorité au nom des droits d'une majorité dominante. Qui plus est, il serait incompatible avec l'affirmation de l'égalité de toutes les cultures, ou ce qui revient au même, il reposerait sur une affirmation illégitime et contestable de la culture nationale comme culture dominante. Le rôle du droit à l'accueil serait non seulement de garantir les droits des migrants, mais de produire une société où la culture dominante et le pouvoir qui la reproduit sont affaiblis, sinon détruits.

La redistribution et la forme nationale

La redistribution possède une autre relation à la forme nationale. Sa nature est double. Elle est d'abord un transfert économique dont les conséquences peuvent être en partie mesurées par des instruments objectifs, mais elle est également un acte politique, une façon qu'ont la communauté et les différents groupes qui la composent d'agir les uns envers les autres.

À ce titre, à moins de tendre vers la collectivisation, c'est-à-dire vers un au-delà de la démocratie libérale, l'idée de redistribution n'a de sens et d'efficacité qu'au sein d'une communauté humaine limitée — pour nous, la nation.

C'est d'abord vrai sur le plan économique. Prélevée sur une population limitée dont les ressources sont finies et ne se renouvellent qu'à un certain rythme, **la redistribution ne saurait être un dispositif pérenne sans que le nombre de ceux qui en bénéficient soit stable et contrôlé par l'État**. Dans une situation de liberté de circulation des capitaux et des personnes, l'État se retrouve confronté à des revenus dont il ne peut contrôler la diminution (fuite des capitaux) et à des dépenses dont il ne peut contrôler l'augmentation (crise migratoire). Plus ces difficultés l'amènent à augmenter la charge fiscale, plus celle-ci finit par creuser le fossé entre ceux qui n'ont d'autre choix que de vivre et de payer leurs impôts sur place et ceux qui peuvent l'éviter.

La redistribution dépend d'un sentiment de solidarité préalable qu'elle ne saurait produire à elle seule.

Comme acte politique cette fois, la redistribution ne vise pas toute personne qui choisirait d'en bénéficier, mais des populations dont la communauté désire identifier et prendre en charge le besoin. Il ne faut donc la considérer comme un droit que dans un sens restreint, puisqu'elle dépend de ressources en l'absence desquelles ce droit n'a pas de sens ; elle est d'abord une volonté politique fondée sur la citoyenneté.

En ce sens, elle dépend d'un sentiment de solidarité préalable qu'elle ne saurait produire à elle seule. La société ouverte et diverse dont rêve la gauche identitaire ne séduit pas spontanément les esprits, elle peut même constituer pour certains une menace contre leur mode de vie et détériorer le sentiment du commun.

C'est pourquoi les citoyens finissent par rejeter les dispositifs redistributifs en bloc, et ce indépendamment de toute logique économique, dès lors que la citoyenneté qui les justifie est selon eux vidée de sa substance par l'insuffisante intégration des nouveaux arrivants à la communauté nationale. La revendication d'un droit inconditionnel à l'accueil ne saurait donc être déduite de l'idéal redistributif, elle repose au contraire sur la négation de la forme nationale qui fonde le désir de solidarité, et par extension sur la négation du politique lui-même.

La redistribution et l'État

Cette contradiction est encore plus flagrante lorsqu'on envisage la redistribution dans son application concrète. L'agent en charge de la redistribution n'est effectivement pas la communauté elle-même, sous la forme d'une générosité individuelle, mais l'État. L'idée de redistribution dépend donc entièrement de celle de rationalité étatique. Elle est impensable sans y associer conjointement une comptabilité nationale qui recense les individus, les ressources et les besoins, et des autorités de contrôle qui effectuent les prélèvements et en vérifient le bon usage. Elle constitue une des incarnations possibles de la science et des savoirs d'État que porte le projet moderne, ces mêmes savoirs que la gauche identitaire rejette pourtant comme instruments de dominations.

On comprend donc que pour une certaine gauche radicale la défense du droit d'accueil a une vocation subversive et révolutionnaire, qu'elle ne se limite pas à la réclamation d'un droit, mais vise de manière sous-jacente à rendre impossible le fonctionnement de la machine étatique qui le garantit.

La social-démocratie a discrédité son programme économique auprès des classes populaires et moyennes.

Où que l'on se situe dans ce spectre, dans chaque cas la relation de ces deux gauches entre elles est conditionnée par leur rapport à la forme nationale. L'étatisme et la planification économique ont de nombreux défauts dont une abondante littérature libérale s'est chargée de faire la liste ; mais le relativisme radical qui fonde la gauche identitaire constitue une sorte de certitude métaphysique privée de tout lien à la réalité, là où les idées économiques de la gauche socialiste, pour critiquables qu'elles soient, sont le produit d'un compromis situé historiquement dans un rapport de force qui en tempère le caractère idéologique, au profit d'une expérience directe du gouvernement et de l'exercice de l'État.

Inaction, faiblesse, trahison

C'est en refusant de se confronter à ceux qu'elle considère comme ses alliés que la social-démocratie a discrédité son programme économique auprès des classes populaires et moyennes. Dans l'expérience, certainement grisante, de la gauche plurielle ou des coalitions arc-en-ciel, elle a fini par oublier sa relation à la forme nationale sans laquelle ce programme de solidarité ne saurait avoir aucune signification pratique. Sur tous les sujets, elle a donc dû céder à sa gauche aux demandes de la diversité, et à sa droite à celles de la libéralisation.

Puisque la combinaison d'une politique sociale généreuse avec une immigration libre est contraire à la volonté populaire, le maintien de ces deux options met la gauche face à l'alternative de la défaite électorale, de la faiblesse politique ou de la solution autoritaire. Dans les trois cas, par inaction, par épuisement ou par trahison, c'en serait alors fini du mariage de raison entre le socialisme réformiste et la démocratie libérale. Si le danger que représente une gauche autoritaire n'est pas imminent en Europe, comment ne pas s'inquiéter de l'admiration déclarée des nouveaux défenseurs de la justice sociale pour les dictatures socialistes d'Amérique latine et du goût toujours plus prononcé de certains militants pour l'action violente?

La social-démocratie aggrave la bipolarisation qui menace le régime représentatif, et ampute sa capacité à influencer notre destin collectif, à force de poursuivre des objectifs contradictoires, la redistribution et l'immigration, qu'elle se refuse à hiérarchiser. Ce messianisme de l'altérité qui voit dans la culture nationale une source d'oppression à détruire n'appartient pas à sa tradition politique et contribue même à en obscurcir le sens. L'histoire du mouvement social ne fonde aucun droit absolu à l'accueil et aucune conception de l'action publique ne saurait reposer sur un tel droit. Faire comme si la qualité morale des communautés que nous formons était entièrement déterminée par notre politique migratoire paralyse tout questionnement sérieux sur ce que nous voulons collectivement.

En faisant de l'accueil un droit, et de la diversité un but en soi, la gauche a cru détruire la nation comme communauté de domination sans comprendre qu'elle la détruisait également comme communauté de progrès. Sans le savoir elle a sacrifié son idéal de justice sociale au nom d'une humanité indéterminée dans laquelle la solidarité se dissout.

Alexis Carré



Contenus sponsorisés

(http://trk.trkmm.com/68d3106d-31c3-42c4-9d93-968c420ee594?utm_source=tb&utm_medium=cpc&&utm_campaign=TransformedGut_M&utm_term=lefigaro-lefigaro&utm_content=158389121).

Elle a transformé son intestin avec une seule chose

(http://trk.trkmm.com/68d3106d-31c3-42c4-9d93-968c420ee594?utm_source=tb&utm_medium=cpc&&utm_campaign=TransformedGut_M&utm_term=lefigaro-lefigaro&utm_content=158389121).

([http://bs.serving-sys.com/serving/adServer.bs?cn=trd&mc=click&pli=27205897&PluID=0&ord=\[timestamp\]&utm_source=taboola&utm_medium=referral](http://bs.serving-sys.com/serving/adServer.bs?cn=trd&mc=click&pli=27205897&PluID=0&ord=[timestamp]&utm_source=taboola&utm_medium=referral)).

Test du Huawei P Smart 2019 : Huawei commence l'année en beauté

([http://bs.serving-sys.com/serving/adServer.bs?cn=trd&mc=click&pli=27205897&PluID=0&ord=\[timestamp\]&utm_source=taboola&utm_medium=referral](http://bs.serving-sys.com/serving/adServer.bs?cn=trd&mc=click&pli=27205897&PluID=0&ord=[timestamp]&utm_source=taboola&utm_medium=referral)).

(https://www.10meilleurssitesderencontre.fr/?utm_source=taboolaNI&utm_medium=lefigaro-lefigaro&a=T459&utm_campaign=T459&taboola_campaign=1788354&c=172064838&taboolaclickid=CjA4NzBjZTN).

3 sites de rencontres en ligne qui marchent vraiment

(https://www.10meilleurssitesderencontre.fr/?utm_source=taboolaNI&utm_medium=lefigaro-lefigaro&a=T459&utm_campaign=T459&taboola_campaign=1788354&c=172064838&taboolaclickid=CjA4NzBjZTN).

([https://ww856.smartadserver.com/h/cc?imgid=22908931&pgid=793560&tmstp=\[timestamp\]&tgt=\[reference\]](https://ww856.smartadserver.com/h/cc?imgid=22908931&pgid=793560&tmstp=[timestamp]&tgt=[reference])).

80€ offerts + CB pour toute 1ère ouverture de compte. Voir conditions

([https://ww856.smartadserver.com/h/cc?imgid=22908931&pgid=793560&tmstp=\[timestamp\]&tgt=\[reference\]](https://ww856.smartadserver.com/h/cc?imgid=22908931&pgid=793560&tmstp=[timestamp]&tgt=[reference])).

(<https://fr.shopping.rakuten.com/event/club-r-everywhere?t=9143800>).

Ce Mardi: gagne 2 places pour Barça - Lyon, tout inclus

(<https://fr.shopping.rakuten.com/event/club-r-everywhere?t=9143800>).

(http://go.shoppingastuces.com/3104fc13-68de-4d47-a0e5-830e9571fbab?utm_source=taboola&utm_campaign=1752353&utm_medium=lefigaro-

lefigaro&utm_content=Ce+nouvel+outil+pour+sauvegarder+vos+photos+fait+fureur+en+France&aid=159732321&t

Ce nouvel outil pour sauvegarder vos photos fait fureur en France

([http://go.shoppingastuces.com/3104fc13-68de-4d47-a0e5-830e9571fbab?](http://go.shoppingastuces.com/3104fc13-68de-4d47-a0e5-830e9571fbab?utm_source=ShoppingAstuces&utm_medium=lefigaro-lefigaro&utm_campaign=1752353)

utm_source=ShoppingAstuces&utm_medium=lefigaro-lefigaro&utm_campaign=1752353&utm_medium=lefigaro-

lefigaro&utm_content=Ce+nouvel+outil+pour+sauvegarder+vos+photos+fait+fureur+en+France&aid=159732321&t

=lefigaro-lefigaro&utm_medium=referral&utm_content=thumbnails-a-premium:Below Article Premium Thumbnails:)

:m_medium=referral&utm_content=organic-thumbnails-a-premium:Organic Below Article Premium Thumbnails:)

Le meilleur du Figaro

(<http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2019/02/25/31007-20190225ARTFIG00107-impot-sur-les-donations-pourquoi-il-faut-arreter-de-surtaxer-la-solidarite.php>).

Impôt sur les donations: pourquoi il faut arrêter de surtaxer la solidarité

(<http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2019/02/25/31007-20190225ARTFIG00107-impot-sur-les-donations-pourquoi-il-faut-arreter-de-surtaxer-la-solidarite.php>).

(http://www.lefigaro.fr/payer-moins-cher/achat-groupe-energie-la-solution-pour-reduire-vos-factures-d-energie-20190213?utm_source=taboola&utm_medium=native).

Réduisez vos factures d'énergie avec l'achat groupé Bremove

Bremove

(http://www.lefigaro.fr/payer-moins-cher/achat-groupe-energie-la-solution-pour-reduire-vos-factures-d-energie-20190213?utm_source=taboola&utm_medium=native).

(http://www.lefigaro.fr/medias/2019/02/24/20004-20190224ARTFIG00135-la-taxe-netflix-et-youtube-rapportera-une-dizaine-de-millions-d-euros-en-2018.php?utm_source=taboola&utm_medium=exchange).

La taxe «Netflix et YouTube» rapportera une dizaine de millions d'euros en 2018

Le Figaro Premium

(http://www.lefigaro.fr/medias/2019/02/24/20004-20190224ARTFIG00135-la-taxe-netflix-et-youtube-rapportera-une-dizaine-de-millions-d-euros-en-2018.php?utm_source=taboola&utm_medium=exchange).

utm_medium=referral&utm_content=organic-thumbnails-a-premium:Organic Below Article Premium Thumbnails:)